

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 21/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GIVAUDAN FRANCE NATURALS**

Site d'Agroparc 250 rue Pierre Bayle BP 81218  
Montfavet  
CEDEX 9  
84140 Avignon

Références : D-0148-2025  
Code AIOT : 0006400486

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2025 dans l'établissement GIVAUDAN FRANCE NATURALS implanté Site d'Agroparc 250 rue Pierre Bayle BP 81218 Montfavet CEDEX 9 84140 Avignon. L'inspection a été annoncée le 05/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée selon les modalités de l'action régionale relative au Plan de Sobriété Hydrique. Suite à la transmission d'une première version de son PSH, l'inspection a eu pour objectif de faire un premier retour à Givaudan sur son projet.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIVAUDAN FRANCE NATURALS
- Site d'Agroparc 250 rue Pierre Bayle BP 81218 Montfavet CEDEX 9 84140 Avignon
- Code AIOT : 0006400486
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GIVAUDAN (ex NATUREX) exploite depuis 1993 sur la commune d'Avignon (site d'Agroparc) une usine de fabrication d'ingrédients naturels (arômes, colorants, compléments alimentaires) pour les industries alimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques. Pour cela elle procède notamment à des extractions de matières végétales pour l'essentiel, par des solvants aqueux et organiques (hexane et éthanol).

#### **Consistance de l'installation :**

- Le site de GIVAUDAN se compose d'un ensemble de bâtiments d'une surface totale de 10 000 m<sup>2</sup> sur les parcelles section BM n° 119, 120, 179, 183 pour une surface d'environ 28 900 m<sup>2</sup>. Le bâtiment comprend des installations de production, des cellules de stockage avec notamment une cellule frigorifique et un ensemble de bureaux en R+1 au-dessus des cellules d'entreposage.

#### **L'installation est réglementée par:**

- l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012 modifié, notamment par les arrêtés préfectoraux du 30 avril 2015 et 23 novembre 2017.  
Le dernier acte réglementaire du 23 novembre 2017 tient compte des rubriques consécutives à la directive dite SEVESO 3. Il fait notamment état du classement des activités, relevant lors de la rédaction du rapport ayant donné lieu à cet arrêté préfectoral complémentaire de la déclaration uniquement.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action Régionale n°7 : Plan de Sobriété Hydrique
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                               | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 2  | Sobriété hydrique en situation pérenne (ACD 84) | Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article Annexe 1 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 4 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                      | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1  | Plan des réseaux   | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III        | Sans objet        |
| 3  | Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACD 84) | Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article Annexe 1           | Sans objet        |
| 4  | Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse (ACD 84)  | Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article Annexe 1 – nota 10 | Sans objet        |
| 5  | Données de   | Arrêté Ministériel du 02/02/1998,                            | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
|    | prélèvement   | article 15   |                   |
| 6  | Déclaration obligatoire en période de sécheresse (ACD 84) | Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article Annexe 1 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Givaudan a présenté une première version de son plan de sobriété hydrique. Le document a été réalisé sur la base du premier canevas transmis par la DREAL. A terme Givaudan devra utiliser le document dans sa deuxième version à jour.

L'exploitant envisage comme mesure principale de réduction de ses consommations la réutilisation des eaux de procédé pour l'arrosage des espaces verts. A ce jour, pour que le PSH puisse être validé, la mise en place de cette mesure nécessite la qualification des eaux en sortie de STEP interne par Givaudan. Cette mesure est encadrée depuis le 14 mars 2025 par un arrêté ministériel relatif à la réutilisation des eaux dans les ICPE.

Par ailleurs Givaudan devra transmettre un dossier de porter à connaissance pour la mise en place de son atelier spiruline.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan des réseaux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>-les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li> <li>-les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de plusieurs plans des réseaux mais les réseaux au sein des bâtiments ne sont pas complets ou ne figurent pas sur un document unique.</p> <p>A ce jour, le site Givaudan d'Avignon est en attente d'une régularisation de sa situation administrative, l'exploitant a transmis une demande d'antériorité pour se placer sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2240. La situation administrative sera régularisée au cours de l'année.</p>  |

|  |
|--|
| Cependant les dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 s'appliquent à ce site de fait.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant devra consigner l'ensemble des informations listées aux articles 4-II et III dans un seul et même document. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 2 : Sobriété hydrique en situation pérenne (ACD 84)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article Annexe 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PSH : Stratégie de sobriété - gestion de l'eau en fonctionnement courant   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas :<br><br>1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors.<br><br>2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées.<br>Pour les établissements, en excluant les activités visées à l'article 3-1° de l'Arrêté Ministériel du 30 juin 2023, le PSH devra définir des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau de gravité.<br>Il sera tenu à la disposition de l'IIC.<br>Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis une première version de son PSH. Le document a été conçu sur la base de la première trame diffusée par l'inspection des installations classées. Une version complète est en cours d'élaboration et sera renseignée sur le nouveau document dit version 2 élaboré par l'inspection.<br>Concernant les éléments rassemblant les mesures pérennes pour le site : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'exploitant devra détailler les mesures déjà réalisées ou engagées qui selon les chiffres transmis correspondraient à une diminution des consommations de l'ordre de 19 %. Le ratio d'économies déjà réalisées devra être calculé à partir du volume de référence et en intégrant les variations de la production, ces informations étant à présent intégrée dans la V2 du PSH ;</li> <li>• depuis plusieurs années les consommations du site en eau potable sont supérieures à celles autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2012 avec une variabilité comprise entre 5 et 30 %. L'exploitant justifie ces dépassements par la création en 2018 d'un nouvel atelier d'extraction à partir de la spiruline de la protéine phycocyanine utilisée comme colorant alimentaire. Cet atelier est le plus grand</li> </ul> |

consommateur du site, ce qui expliquerait que malgré les mesures de réduction engagées, celles-ci ont été invisibilisées par ce nouvel atelier. A ce jour Givaudan n'a pas transmis de porter à connaissance concernant ce nouveau procédé ;

- A ce jour et bien qu'ayant fortement diminué, les volumes utilisés pour l'arrosage des espaces verts sont particulièrement importants : de l'ordre de 16000 m3 en 2018 et 2019, le volume consommé a été ramené à 6000 m3 en 2023. Givaudan a pour projet de remplacer l'eau de forage pour l'arrosage des espaces verts par de l'eau provenant de la sortie de la STEP interne, un porter à connaissance a été transmis en amont de cette inspection. Ce projet devra être réalisé dans le cadre du nouvel arrêté ministériel du 15 mars 2025 relatif à la réutilisation.
- L'exploitant a retenu comme base de réflexion le niveau de qualité sanitaire qui intègre des caractéristiques chimiques (MES, DBO5) et bactériologiques. Au sens de l'inspection l'eau qui serait réutilisée est issue d'un site de production industriel et est potentiellement polluée par des composés organiques. Il est donc nécessaire de démontrer l'absence de pollution chimique des sols et des eaux souterraines induite par l'arrosage à l'aide des eaux en sortie de STEP interne. Lors de l'inspection il a été demandé à l'exploitant de transmettre la liste des intrants chimiques utilisés sur le site, et quantifier la teneur en polluant d'origine chimique des eaux de sortie de STEP pour ces mêmes composés et pour les produits de transformation des intrants selon un échantillonnage représentatif des différentes campagnes de production. Il a également été demandé que l'exploitant démontre l'absence d'impact de la charge organique issue de l'extraction des végétaux.
- Entre l'inspection et la rédaction de ce rapport le 14 mars 2025 un arrêté ministériel encadrant la réutilisation de l'eau dans les ICPE est paru. Cet arrêté indique notamment que l'arrosage des espaces verts par des eaux impropres à la consommation (EICH) au sein d'une ICPE fait bien partie des usages réglementés.
- l'arrêté prévoit dans ce cas que l'exploitant dépose un dossier d'utilisation d'EICH pour déterminer les critères de qualité à respecter et démontrer l'innocuité de l'usage envisagé pour la santé humaine et l'environnement.
- le dossier comprend notamment les caractéristiques physico-chimiques détaillées, incluant notamment les polluants susceptibles d'être présents, une évaluation des risques sanitaires et environnementaux et des mesures préventives et correctives le cas échéant

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Givaudan devra transmettre un porter à connaissance relatif à l'exploitation de l'atelier spiruline. L'exploitant devra transmettre un bilan qualitatif et quantitatif des caractéristiques chimiques des eaux prévues pour la réutilisation en complément du porter à connaissance déjà transmis.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 3 : Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACD 84)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article Annexe 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Respect des restrictions en situation de sécheresse + exemptions

**Prescription contrôlée :**

Vigilance : Sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site

Alerte :

- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de : 20 %
- Registre journalier à disposition des services de contrôle.

Alerte renforcée :

- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 40 %
- Registre journalier mis à disposition des services de contrôle.
- Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle)

Crise :

Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut.  
Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.

Les réductions mentionnées [dans le tableau] ci-dessus sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.

Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.

Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas :

1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors.

2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées.

Pour les établissements, en excluant les activités visées à l'article 3-1° de l'Arrêté Ministériel du 30 juin 2023, le PSH devra définir des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau de gravité.

Il sera tenu à la disposition de l'IIC.

Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.

**Constats :**

**Constats**

Givaudan a quatre points de prélèvement : un forage et 3 points d'alimentation par l'eau du réseau.

Les codes masses d'eau où ces prélèvements sont effectués sont les suivants :

Eau de forage : FRDG357 (Alluvions de la moyenne Durance)

Eau du réseau : FRDG382 (Alluvions du Rhône du défilé de Donzère au confluent de la Durance et alluvions de la basse vallée Ardèche).

Givaudan ne dispose pas dans son arrêté du 18 janvier 2012 de mesures spécifiques en cas de restriction.

La zone de gestion de sécheresse pour le prélèvement principal de Givaudan est la zone Durance nappe d'accompagnement. Les prélèvements de Givaudan sont régis par l'Arrêté Cadre Départemental du 11/07/2024.

En 2023 la zone Durance nappe d'accompagnement a été restreinte uniquement au niveau vigilance, l'exploitant a donc mis en place les mesures de sensibilisation prescrites.

A noter que dans le cadre de la mise en place du PSH dans sa deuxième version l'exploitant devra mettre en place des restrictions différenciées pour chaque zone de restriction de ses prélèvements et non plus uniquement en fonction de son prélèvement majoritaire.

Givaudan pourrait être potentiellement concerné par l'exemption suivante listée au 3°1 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 :

*« - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; »*

Givaudan extrait à partir de végétaux des molécules d'intérêt pour l'agroalimentaire, notamment du colorant issu de la spiruline. Ce procédé est le plus consommateur d'eau sur le site. La spiruline est livrée à l'exploitant sous forme de poudre, il serait donc possible pour Givaudan de différer le traitement de la spiruline et en conséquence l'exploitant ne bénéficie pas d'une exemption de restriction temporaire au titre de l'article 3°1 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Givaudan est potentiellement concerné par l'exemption suivante listée au 3°2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 :

*« - Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; »*

Givaudan n'a pas quantifié à ce jour l'impact des mesures engagées sur les réductions d'eau. A la lecture des consommations du site la consommation totale a été de 69338 m<sup>3</sup> en 2018 et de 63430 m<sup>3</sup> en 2023 soit une diminution de 8,6 % inférieure donc aux 20 % requis pour bénéficier d'une exemption au titre des réductions engagées.

Concernant les mesures envisagées en cas de restriction, l'exploitant détaille dans son PSH les restrictions envisagées lors des périodes de restriction. Le volume de référence du site n'ayant pas été renseigné les volumes indiqués ne sont pas transposables en ratio de réduction.

- **Vigilance** : sensibilisation par voie d'affichage, de vidéo interne et de la messagerie électronique
- **Alerte** : arrêt de l'arrosage de 8h à 20h, arrêt du nettoyage de la cours et des déchets, décalage de production, sensibilisation sur l'utilisation d'une pompe. Le volume de réduction serait de 4,5 m3/j
- **Alerte renforcée** : en plus des mesures d'alerte, arrêt de l'arrosage des pelouses et espaces verts conduisant à une économie de 36,5 m3/j
- **Crise** : report de certaine productions

Il est à noter que l'ACD prévoit que les mesures à prendre en situation de crises sont les mêmes qu'en cas d'alerte renforcée, des mesures de restriction supplémentaires pouvant être imposées



par le Préfet.

#### **Sur l'évaluation du PSH**

L'inspection a pris connaissance des mesures proposées par le PSH de Givaudan en fonctionnement normal et en période de restriction.

A ce jour nous n'avons pas assez d'éléments pour juger de la faisabilité de la réutilisation des eaux en sortie de STEP interne pour l'arrosage des espaces verts. Post inspection, Givaudan a été informé de la publication de l'arrêté ministériel du 14 mars 2025 relatif à la réutilisation de l'eau. Ce projet pourrait permettre de réaliser une économie de 10% sur la consommation annuelle du site et est donc tout à fait pertinent.

Concernant les mesures envisagées en période de restriction, faute de volume de référence transmis, la conversion en un pourcentage de réduction est incertaine. En considérant une consommation annuelle de 60 000 m<sup>3</sup>, pour 200 jours par an travaillés, une réduction de 36,5 m<sup>3</sup> représenterait une économie journalière de 12 %. Nous invitons à ce stade l'exploitant à renforcer les mesures à prendre en période de restriction.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse (ACD 84)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article Annexe 1 – nota 10

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables

##### **Prescription contrôlée :**

Les objectifs de réduction s'entendent par rapport à un volume de référence défini à l'article 2. II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, « le prélèvement d'eau moyen journalier »

Art. 2-II de l'AM du 30 juin 2023 :

« II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence. »

##### **Constats :**

A ce stade l'exploitant n'a pas transmis de volume de référence. La modalité de calcul de ce volume a évolué entre la version 1 et la version 2 du PSH, nous invitons donc l'exploitant à prendre connaissance du nouveau mode de calcul, notamment sur le pourcentage forfaitaire applicable

|  |
|--|
| pour les eaux d'extinction incendie.         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

#### N° 5 : Données de prélèvement

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Givaudan dispose de trois points de prélèvement sur le réseau d'eau de ville. Les données sont collectées automatiquement de manière journalière par le fournisseur. Pour le forage la consommation est relevée quotidiennement.<br>Le site dispose de compteurs sectoriel relevés quotidiennement ou hebdomadairement. L'exploitant projette une automatisation de ces relevés dans un premier temps sur les postes les plus consommateurs en eau. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 6 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse (ACD 84)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article Annexe 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Alerte renforcée :<br>- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 40 %<br>-Registre journalier mis à disposition des services de contrôle.<br>- Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle) |
| <b>Crise :</b><br>Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut.<br>Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.   |
| Art.2-IV de l'AM du 30 juin 2023<br>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le   |

volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

**Constats :**

Comme vu précédemment la zone de prélèvement du site Givaudan a pour l'année 2023 été soumise au plus fort à une période de vigilance. L'exploitant a bien mis en place des actions de sensibilisation.

Au cours de nos échanges nous avons pu vérifier que l'exploitant connaît le dispositif de transmission de réduction des consommations d'eau à l'inspection des installations classées via Gidaf.

**Type de suites proposées :** Sans suite